

## **Cri d'alarme des entreprises de transport sanitaire**



## **Cri d'alarme des entreprises de transport sanitaire**

En premier lieu, laissez-moi vous faire part d'une absurdité que nous rencontrons dans la gestion de cette crise. Nos forces de l'ordre contrôlent désormais les déplacements des citoyens afin de faire respecter le confinement, ce qui est tout à fait normal. Ce qui l'est beaucoup moins c'est que

ces forces de l'ordre doivent également contrôler les véhicules sanitaires, ambulances et VSL, et leurs attestations de déplacement sous peine d'amende. C'est une première preuve de l'oubli monumental du gouvernement envers notre profession. En plus d'être une vraie honte, c'est aussi et surtout une perte de temps qui nous est pourtant vital en cette période sombre.

Nos entreprises se sont mises en alerte sanitaire dès la connaissance du COVID-19 et se sont tenues à disposition du SAMU qui fait un travail admirable. Nous effectuons, à leur demande, des vacations qui nous demandent énormément de temps : en bilan, transport et désinfection complète de nos véhicules après chaque intervention. L'ARS, incompétente, inconsciente ou tout simplement dépassée, nous oublie dans la chaîne de soin des professions prioritaires afin de prendre les mesures adéquates pour notre profession.

À l'heure où je vous écris, nos ambulanciers n'ont plus ou presque plus de protections correctes, c'est-à-dire des tenues complètes, des masques, des lunettes, des charlottes. Nous parlons aussi des masques pour nos conducteurs qui transportent nos patients vers les centres hospitaliers pour soins ou hospitalisations en VSL et en ambulance.

Alors une question me brûle les lèvres : OÙ EST LA RECONNAISSANCE DE NOTRE MÉTIER ? Notre métier, nous le faisons avec notre foi, nos tripes, dans l'unique but de prendre soin de nos patients tout en sachant qu'à chaque intervention nous risquons de contracter ce virus et de le ramener dans nos familles. Bien conscients de ce danger, notre dévouement ne vacille pas et nous ne comptons pas notre temps. Le pire reste à venir, nous le savons et nous nous y préparons, mais sans l'aide des pouvoirs publics, rien ne sera possible.

Notre gouvernement semble avoir totalement oublié que nous sommes les premiers acteurs de cette guerre contre le COVID-19, le manque de reconnaissance total de nos institutions gouvernementales va plus loin : nous sommes le 18 mars 2020, les pharmacies refusent de nous approvisionner en équipements de protection s'appuyant sur le courrier du ministère de la santé du 14 mars 2020 où nous n'apparaissions pas sur la liste des professions pouvant bénéficier de ces protections. Je le répète, nous sommes pourtant le premier maillon de la chaîne de soins effectuant des transports de patients atteints ou pas du COVID-19. Cet outrageux oubli est avant tout une faille dans la protection de notre personnel de soin que nous ne tolérerons pas davantage.

Mesdames, Messieurs, merci d'entendre cette colère qui monte et sachez que si nous n'avons pas de protections adaptées très rapidement, nous serons obligés d'arrêter nos d'entreprises de transports sanitaires pour répondre aux besoins de la population.